

[Archives](#)

Madoffs

mercredi 1er août 2012

« L'Europe c'est comme Madoff, sauf que c'est légal. » C'est le commentaire que nous venons de lire sur un site internet. Il est parfaitement exact. Sauf que l'affirmation devrait être étendue au fonctionnement cancérigène de tout le système financier et monétaire international, avec des métastases – des mini-Madoffs – qui s'étendent de plus en plus rapidement en France.

Nous sommes en effet plongés dans une économie de jeu et de paris financiers où non seulement la substance du travail et de l'économie se trouve détruite, mais surtout l'esprit même des gens qui y vivent et en vivent. De proche en proche, le désir d'acquérir du pouvoir et des biens aussi vite que possible gagne la population. La cupidité et la fraude s'installent sans scrupules. L'exemple venant d'en haut, les moutons de Panurge suivent le mouvement et se précipitent dans l'océan où les requins les attendent. Question : votre propre cupidité, votre désir de posséder ne vous rendent-ils pas vous aussi vulnérable ?

Rappelons les faits : le scandale Madoff reste la plus grande escroquerie financière privée de l'histoire. L'Américain avait organisé une chaîne de Ponzi – l'on rémunère les premiers clients avec l'argent escroqué aux nouvelles victimes, jusqu'à que la pyramide s'effondre – portant sur 65 milliards de dollars. Cependant, l'on ne nous parle pas de la grande escroquerie publique, la « mère de toutes les escroqueries » de la mondialisation financière. Il s'agit de l'émission à tout va de crédit par paquets de milliers de milliards pour parier sur des prix en ne tenant compte que de leurs variations, sans considérer la valeur sociale sous-jacente des biens que ces prix représentent.

Aujourd'hui, dans le monde, la somme en jeu sur les produits dérivés, qui sont des paris sur les prix futurs de tout, atteint 600 000 milliards de dollars. Les proportions par rapport au scandale Madoff sont édifiantes.

En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) porte à son bilan environ 4000 milliards d'euros de titres sans valeur ou presque, acquis pour renflouer les grandes banques, alors que son capital n'atteint que 10,6 milliards. Aucun risque, dit-on, puisque c'est une banque de plusieurs Etats et que les Etats ne tombent jamais en faillite. On peut donc émettre des crédits à tout va. C'est ce que nous disent M. Hollande, M. Draghi et Mme Merkel en proposant que la Banque centrale européenne achète les obligations des Etats menacés de banqueroute aux banques qui en possèdent et que les « fonds de secours » (Fonds européen de stabilité financière ou le futur Mécanisme européen de stabilité) achètent de leur côté les obligations des Etats aux Etats eux-mêmes ou même aux banques. Jusqu'au moment où la confiance dans l'euro et les Etats membres s'effondre et que la pyramide s'écroule.

Les petits Madoffs qui se multiplient en France ne sont que les reflets de cette décomposition générale. Leur nombre devrait faire peur : le Madoff Apollonia, une société de défiscalisation d'Aix-en-Provence avec un dossier de plus d'un milliard d'euros portant sur la vente de logements surévalués ; le Madoff DO conseil, sur la côte d'Azur, avec plus de 38 millions d'euros détournés ; le Madoff des stars et des joueurs de football, le Madoff du Boulonnais, le Madoff de Touraine... Dans tous les cas, on y trouve des banques qui ont regardé ailleurs, des employés complices ou d'anciens employés de banque ou de sociétés d'assurance.

Il faut arrêter la machine infernale, car on ne peut survivre auprès d'un cadavre financier en voie de décomposition. On parle de séparation de banques à Londres, à New York et même à Berlin. M. Hollande, lui, ne tient pas ses promesses du Bourget. Mobilisons-nous pour qu'il arrête de servir ceux que M. Strauss-Kahn servait en son temps ! Il y va de notre vie même.

Jacques Cheminade